

CHARLIE HEBDO

Entretien. Delphine Girard : « La laïcité doit s'imposer par la pédagogie »

Laure Daussy – 29 août 2025

Delphine Girard est enseignante, professeur agrégée de lettres classiques et membre du Conseil des sages de la laïcité et des valeurs de la République. À l'occasion de la publication de « *Madame, vous n'avez pas le droit !* » (Ed. JC Lattes), elle revient sur la difficulté à transmettre et expliquer des valeurs laïques à une jeunesse dont une partie ne comprend pas que l'on critique les cultes.

Fille d'ouvrier immigrés, devenue professeur de Lettres classiques, Delphine Girard est un pur produit de l'école laïque et républicaine. Engagée notamment au sein du Conseil des sages de la laïcité, elle publie *Madame, vous n'avez pas le droit !* (Ed. JC Lattes), récit de son expérience face à des élèves parfois très rétifs à la critique des religions. Mais son livre montre que l'on peut toujours se battre pour les Lumières, avec pédagogie, et loin des caricatures de ceux, de tous les bords, qui instrumentalisent la laïcité.

Charlie Hebdo : Votre titre est très éclairant sur ce à quoi vous faites face dans vos classes. « Madame, vous n'avez pas le droit ! » : c'est ce que certains de vos élèves vous disent. Pour quelle raison ?

Delphine Girard : C'est la phrase que l'on entend de la part de certains élèves dès lors que vous abordez la question de la religion ou de toute pratique liée à une communauté. Beaucoup estiment qu'ils sont dans leur bon droit de considérer qu'il n'est pas permis de critiquer, de rire d'une croyance religieuse ou d'un code communautaire. Une situation qui va en s'accroissant. Depuis 2004, date à laquelle j'ai commencé à travailler, je constate une frilosité croissante des élèves sur ces sujets. La laïcité est devenue un épouvantail commun pour une partie de la jeunesse. Que ce soit, d'une part, les élèves de classes populaires, en particulier issus de famille musulmanes rigoristes, et à l'autre bout de l'extrémité sociologique, des élèves issues de familles favorisées, emprunts de culture anglo-saxonne, qui considèrent aussi que chaque communauté peut faire valoir ses propres tabous, ses propres règles, ses propres indignations. J'ai enseigné 17 ans en REP + et depuis tout récemment, j'enseigne dans un établissement de centre-ville assez mixte socialement. J'y ai découvert cette frange de la jeunesse favorisée et influencée par le communautarisme. Au final, si l'on veut faire respecter tous les interdits des communautés, n'offenser personne, c'est le silence qui s'impose. D'où cette phrase de la part des élèves.

Comment répondre à ces élèves ?

Je m'efforce de leur faire prendre conscience que l'école de la République permet aux individus d'échapper à leurs déterminismes tribaux, ou sociaux culturels. Je mets en avant les Lumières, dans le cadre d'une séquence qui a trait à l'argumentation, pour

leur apprendre à penser par eux-mêmes. Je choisis des extraits provocateurs de Voltaire qui ridiculise la religion et ses rituels. La majorité des élèves sont plutôt réceptifs, mais pour certains, cela ne passe pas. Il y a deux mois, une élève m'a dit encore : *Charlie Hebdo* est irrespectueux, cela devrait être interdit. Je lui ai répondu qu'elle avançait deux choses différentes : elle avait le droit de considérer que c'était irrespectueux, mais pas de l'interdire. Cette injonction au silence de ce qui est considéré comme offensant est problématique. Je leur explique que la laïcité est le cadre qui permet à tous les citoyens de coexister, dans une égalité de traitement. C'est un individualisme philosophique, elle protège les individus au détriment des pressions des communautés. Il s'agit aussi de leur faire comprendre que leur identité actuelle est transitoire. À l'âge adulte, ils n'auront pas forcément les mêmes opinions, la même identité. Pour l'instant, leur identité est peut-être influencée par leur famille, par des prédicateurs...

Vous racontez combien dans votre vie d'enseignante, l'assassinat de Samuel Paty, puis de Dominique Bernard est une déflagration... Y a-t-il un avant et un après Paty pour vous ?

C'était une catastrophe au sens étymologique du terme, un renversement, cataclysme. On savait depuis longtemps que la question des religions et des caricatures était devenue un sujet explosif, que l'école était la cible déclarée des islamistes... Mais on était à mille lieues d'imaginer qu'un prof soit assassiné parce qu'il avait fait son métier. À travers Samuel Paty, c'est tous les profs qui se sont sentis attaqués. Avec l'assassinat de Dominique Bernard, c'est encore pire : l'assassinat arrive ex-nihilo, il n'a même pas préparé de cours en particulier sur le sujet, cela signifie d'autant plus que tout le monde peut être touché. Face à ces drames, il faut reconnaître le rôle de Jean-Michel Blanquer.

Mais il est détesté par beaucoup de profs !

Pour sa réforme du collège, mais sur la question de laïcité, il a été exemplaire, il n'a pas mis la poussière sous le tapis, il a eu une réaction à la mesure de l'évènement. Maintenant, quand un enseignant fait un signalement, il est soutenu, mais il y a encore des profs qui ont dû être exfiltrés lorsqu'ils étaient menacés.

Que faire alors ?

Je propose de faire de la laïcité à l'école une grande cause nationale de la République, avec un ministre ou un secrétaire d'État rattachée à l'Éducation nationale dévolu à ce sujet, que la nation dans son ensemble se tienne derrière les enseignants. Il faut une volonté politique forte. Il faut aussi que tous les profs soient formés à la laïcité. Un programme a été lancé, mais il n'y a pas de moyens alloués, pas de volume horaire dédié à ces formations, qui doivent désormais se faire hors temps scolaire, le samedi, mercredi ou pendant les vacances. Il faut aussi faire en sorte qu'un prof soit certains qu'il sera inconditionnellement soutenu par sa hiérarchie, qu'il en soit terminé avec le « pas de vague ». On est beaucoup plus attentif maintenant aux difficultés des

enseignants mais cela n'est pas toujours le cas, et ce sont parfois les chefs d'établissement qui reprennent le « pas de vague » car ils sont seuls au front.

Vous dénoncez la gauche qui n'a pas su défendre la laïcité.

Ce n'est pas seulement qu'elle n'a pas su la défendre, c'est qu'elle ne veut plus la défendre. Une partie de la gauche a décidé qu'électoralement cela n'était plus vendeur. Après 2017, Mélenchon perd au premier tour de l'élection présidentielle à quelques voix et opère un revirement à 180 degrés, alors qu'auparavant il avait un discours très clair sur la laïcité. Il va chercher ces voix dans les banlieues, et en particulier dans le communautarisme musulman. Ce n'est pas toute la gauche qui a abandonné la laïcité, mais le problème, c'est que la partie de la gauche qui a tourné le dos à la laïcité est celle qui parle le plus à la jeunesse. D'ailleurs, dans dix ans, je me demande s'il y aura encore des profs pour penser que la laïcité est une valeur humaniste. Chez les jeunes profs aussi on voit une évolution.

La laïcité est aussi de plus en plus instrumentalisée par l'extrême droite.

Nous sommes coincés entre deux gouffres de part et d'autre, entre l'extrême gauche et l'extrême droite. L'extrême droite a trouvé la laïcité laissée par terre par la gauche, l'a ramassée et l'a brandi comme un trophée. Alors qu'historiquement, l'extrême droite l'a toujours combattue. L'extrême droite en a fait une arme antimusulmans, et a laissé entendre que c'était un pare-feu contre l'immigration. Or c'est l'inverse : la laïcité est ce qui nous permet à tous de coexister dans la concorde. Si on commence à céder aux sirènes de l'extrême droite, on perdra totalement la bataille de la laïcité, plus jamais on ne pourra expliquer que la laïcité est humaniste.

Sans aller jusqu'à l'extrême droite, est-ce qu'il n'y a pas parfois une impression chez certains militants de la laïcité de traquer chaque voile, qui peut être contre-productif ?

Oui, lorsque Retailleau évoque par exemple le fait d'interdire le voile à l'université, ou d'autres proposent d'interdire le voile dans tous les espaces publics, ça n'a pas de sens. À l'université, ce sont des adultes, qui peuvent décider par eux-mêmes de le porter. Il faut s'en tenir aux principes de la laïcité, des lois de 1905 et celle de 2004, et avoir une réglementation qui vaut pour tous les citoyens dans l'espace public, ne pas donner l'impression de s'en prendre à une religion en particulier. On n'a pas besoin de nouvelles annonces, pas de nouvelles mesures, mais de plus de pédagogie sur ce qui existe déjà.

Vous racontez une anecdote révélatrice de vos combats complexes. Vous n'avez pas réussi à convaincre une élève d'enlever son voile, lors d'une sortie théâtre organisé par l'école, et elle n'a donc pas pu vous accompagner...

Ce fut un échec pour moi, un crève-cœur. En plus j'étais battue avec mes propres armes, elle a argumenté brillamment. Elle avait 14 ans, et m'assurait qu'elle avait choisi librement de porter librement le voile, sans aucune influence de ses parents.

Elle l'enlevait lorsqu'elle était en classe, mais ne comprenait pas qu'elle n'ait pas le droit de le porter pour aller au théâtre alors que c'était à l'extérieur du collège. Or, le règlement intérieur dit que tant qu'elle est sous la responsabilité du professeur, c'est la loi de 2004 et le règlement intérieur de l'établissement qui s'applique.

Est-ce que dans ce cas une forme de souplesse aurait été souhaitable ?

Franchement, je me le suis demandé. Mais je me mettais en porte à faux avec le règlement, et je ne savais pas si je l'acceptais parce que ça me désolait qu'elle ne vienne pas, donc je m'en suis tenue à la règle. Elle n'était pas influencée par ses parents, je ne pense pas que c'était une revendication identitaire, mais elle avait l'air d'avoir intégré jusqu'au plus profond d'elle-même une aspiration à la pudeur.

Comment réagir à cette injonction ?

On ne peut pas réagir directement à ça. On peut trouver des textes qui la fassent s'interroger, mais pas directement. Je n'ai pas droit de dire : « Est-ce que tu trouves normal que tu te sentes obligée d'être si pudique alors que ton frère n'a pas à se couvrir pareillement... ». En revanche, lorsque l'on constate qu'il y a une influence d'islamistes, comme au moment de l'épisode des abayas, je pense qu'il faut réagir plus frontalement. Des élèves dont on n'avait jamais entendu parler comme étant religieux se sont mis du jour au lendemain à porter une abaya, c'était apparu *ex nihilo*, ça avait tout l'air d'un défi TikTok. C'était indispensable qu'il y ait une clarification politique, et d'ailleurs un mois après le décret de Gabriel Attal, il n'y avait plus d'abayas. Mais c'est aussi un piège des ennemis de la laïcité, de nous conduire à multiplier les interdictions. Je ne veux pas en arriver à contrôler la longueur des manches, la longueur des jupes... Idéalement, la volonté politique de défendre la laïcité ne doit pas se traduire par nouvelles interdictions. Cela doit passer par la pédagogie de ce qui existe déjà, il faut faire preuve de finesse, d'intelligence.

Propos recueillis par Laure Daussy